



Conseil de sécurité

Débat ouvert (VTC)

Traitement des liens entre terrorisme et crime organisé
Addressing the Issue of Linkages between Terrorism and Organized Crime

New York, le 6 août 2020

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie l'Indonésie d'avoir organisé ce débat ouvert. Nous saluons le premier rapport du Secrétaire général sur les liens entre le terrorisme et la criminalité organisée.

Les organisations terroristes et les réseaux criminels transnationaux exploitent et profitent de l'absence de bonne gouvernance et d'état de droit, de la porosité des frontières, des niveaux élevés de corruption ainsi que de la faiblesse et de l'inefficacité des institutions démocratiques et de l'application de la loi. Ces conditions contribuent à exacerber les conflits armés et autres situations de violence, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée s'épanouissant et se renforçant mutuellement.

Si les liens entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée sont globalement reconnus, ils sont indéniablement complexes et diversifiés. Nous nous félicitons que cette question importante soit désormais inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Les efforts déployés au niveau mondial pour comprendre et lutter contre ces phénomènes et leur articulation doivent toutefois être renforcés.

La Suisse aimerait souligner trois priorités dans ce but :

Premièrement, tous les efforts déployés pour lutter contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée doivent pleinement respecter le droit international, y compris les droits de l'homme et le droit international humanitaire. Ils doivent être conformes aux principes de légalité, de nécessité, de proportionnalité et de non-discrimination. Étant donné la convergence croissante entre le terrorisme et la criminalité organisée, les réponses de la justice pénale doivent tenir compte de ce lien et recourir aux méthodes opérationnelles et instruments juridiques qui ont démontré leur efficacité. La Suisse réitère l'appel lancé par le Secrétaire général aux États membres pour qu'ils adoptent des approches fondées sur les droits de l'homme pour lutter contre ces crimes.

Deuxièmement, le Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF), représente une plate-forme importante sur ce sujet. Avec le Nigéria, la Suisse copréside le groupe de travail sur la justice pénale

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

et l'état de droit de ce forum. Elle mène ainsi une initiative sur la réponse de la justice pénale aux liens entre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et la criminalité internationale. Un addendum aux bonnes pratiques de La Haye sur ces liens devrait être adopté en septembre prochain par le GCTF. Il fournira des orientations et recommandations sur la manière de renforcer les approches de la justice pénale et d'améliorer la capacité des responsables de l'application des lois et des procureurs à détecter, enquêter et poursuivre les crimes qui se situent à la charnière du terrorisme et de la criminalité organisée transnationale, tout en respectant le droit international et en particulier les obligations en matière de droits de l'homme.

Troisièmement, il convient de s'attaquer à la corruption et au terrorisme de manière plus cohérente. La résolution 2482 (2019) est explicite sur le fait que le contre-terrorisme doit inclure la lutte contre la corruption. Nous demandons au Conseil de sécurité d'y consacrer davantage d'attention. Il est également nécessaire d'approfondir la recherche sur le lien entre les deux phénomènes afin de faire face aux risques de manière appropriée. C'est pourquoi la Suisse a travaillé avec le Royal United Services Institute (RUSI) pour analyser le lien entre la corruption, le terrorisme et son financement. L'une des conclusions de ces travaux souligne l'importance de renforcer les approches de la justice pénale et l'application de la loi en la matière car la corruption, en exploitant les liens avec les groupes de criminalité organisée, favorise le financement du terrorisme.

Lorsque le terrorisme et la criminalité transnationale organisée se retrouvent, souvent les conflits armés et autres situations de violence s'intensifient. L'impact négatif sur la paix et la sécurité internationales est alors bien réel. Rompre ce cycle nécessite l'engagement de l'ensemble de la communauté internationale et nous appelons tous les États membres et les Nations Unies à intensifier leurs efforts.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

Switzerland thanks Indonesia for organizing this open debate. We welcome the first report of the Secretary-General on the issue of linkages between terrorism and organized crime.

Terrorist organizations and transnational criminal networks exploit and benefit from a lack of good governance and rule of law, porous borders, high levels of corruption and weak and inefficient democratic institutions and law enforcement. In such situations and in many of today's armed conflicts and other situations of violence, terrorism and transnational organized crime can flourish and fuel each other.

While there is a global recognition that there are links between terrorism and transnational organized crime, the nexus is undeniably complex and very diverse. We welcome the fact that this important issue is now on the agenda of the Security Council. Efforts at the global level must be enhanced.

Switzerland would like to highlight the following three priorities in this regard:

First, all efforts to tackle terrorism and transnational organized crime must be made in full compliance with international law, including international human rights law as well as international humanitarian law. They need to be in conformity with the principles of legality, necessity, proportionality and non-discrimination. Given the growing convergence between terrorism and transnational organized crime, criminal justice responses need to take this nexus into consideration and use operational methods and

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

legal instruments that have proven to be effective. Switzerland reiterates the Secretary-General's call on Member States to adopt human-rights based approaches to address these crimes.

Second, the Global Counterterrorism Forum (GCTF) represents an important platform on this topic. Together with Nigeria Switzerland co-chairs the Criminal Justice and Rule of Law Working Group of this forum and leads an initiative that focuses on the criminal justice responses to the linkages between terrorism, transnational organized crimes and international crimes. An Addendum to the Hague Good Practices on the Nexus should be adopted next September by the GCTF. It provides guidance and recommendations on how to strengthen the criminal justice approach and to improve the capacity of law enforcement officials and prosecutors to successfully detect, investigate, and prosecute crimes that sit at the nexus between terrorism and transnational organized crime, while respecting international law and in particular human rights obligations.

Third, corruption and terrorism must be addressed in a more connected manner. Resolution 2482 (2019) is explicit that counter-terrorism must include the fight against corruption. We call on the Security Council to dedicate more attention to it. More research on the linkage is needed in order to better address the risk in an appropriate manner. Therefore, Switzerland worked with the Royal United Services Institute (RUSI) to better analyze the connection between corruption, terrorism and terrorism financing. One conclusion is the importance of having an enhanced criminal justice and law enforcement approach, as corruption enables terrorist financing by exploiting links with organized crime groups.

When terrorism and transnational organized crime intersect, violence can escalate and armed conflicts and other situations of violence can intensify. This has thus a negative impact on international peace and security. Breaking this cycle necessitates the engagement of the entire international community and we call on the UN and all member states to intensify their efforts.

Thank you.